

ces termes la politique alimentaire : « Affamez les citoyens, et c'est l'émeute; affamez les paysans et ils en meurent. Si vous étiez politicien, quel serait votre choix? »

Un aussi profond désaccord quant à l'identification des causes de la famine en Afrique aurait bien pu donner à plusieurs pays l'occasion ou même le prétexte de se laisser aller à un long débat et à une longue période de récrimination. Ce ne fut cependant pas le cas. Bien au contraire, secoués par l'ampleur de la tragédie et poussés par la voix de l'opinion publique, les gouvernements africains autant que la communauté internationale se sont entendus sur l'essentiel — et l'essentiel est d'éviter la famine.



*Une rue de Nairobi, Kenya*

## **Secours, redressement et développement**

Il faut faire attention de ne pas utiliser ces trois mots pour diviser d'une façon aussi simpliste que fautive les solutions à la crise africaine en trois phases successives : s'occuper d'abord de la famine, ensuite du redressement et enfin du développement à long terme. En fait, il est essentiel que les secours d'urgence soient de plus en plus conçus et utilisés afin d'avoir un impact aussi immédiat que possible sur les efforts de redressement et pour pouvoir se situer autant que possible dans une problématique de développement.

La pointe aiguë de la crise étant apparemment passée, le monde peut facilement croire que la famine est disparue. C'est une illusion qu'il faut combattre. Comme on l'a déjà dit plus tôt dans ce rapport, des millions d'Africains sont encore en état de danger immédiat. On estime à quelque 1,575 milliard les sommes versées en 1985 et à quelque